

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne

Angoulême, le 02/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SCA VITI OLERON

368 RUE CELLIER 17190
SAINT GEORGES D'OLERON

Références : 2025 1464 UbD16-86 Env

Code AIOT : 0007205984

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/10/2025 dans l'établissement SCA VITI OLERON implanté 368 RUE CELLIER 17190 SAINT GEORGES D'OLERON. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SCA VITI OLERON
- 368 RUE CELLIER 17190 SAINT GEORGES D'OLERON
- Code AIOT : 0007205984
- Régime : Enregistrement

La SCA VITI OLERON est une union de producteurs de vins de pays charentais, de pineau des charentes et d'eau-de-vie de Cognac.

L'établissement de la rue du Cellier à Saint-Georges-D'Oléron est le site de production principal accueillant des pressoirs, un chai de vinification, une distillerie, un réservoir de propane, un chai à pineaux, un chai de vieillissement d'eau-de-vie et un atelier de mise en bouteille.

Ces installations sont implantées de part et d'autre de la rue de Cellier.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Modifications projetées ou apportées	Code de l'environnement, article L. 181-14	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective	2 mois
5	Vérification périodique des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Situation administrative au regard de la rubrique 4755	Code de l'environnement, article Annexe à l'article R. 511-9	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
3	Communication entre la distillerie et le chai de distillation	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.1	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet
6	Entretien des moyens d'intervention	Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.2	Avec suites, Demande de justificatif à l'exploitant	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater que l'exploitant a pris la mesure des constats formulés lors de la visite d'inspection précédente du 6 février 2024 et a engagé les actions correctives attendues.

La transmission prochaine annoncée du dossier de "porter-à-connaissance" doit permettre d'actualiser le classement des installations du site et d'adapter les prescriptions techniques à respecter.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Modifications projetées ou apportées

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article L. 181-14
Thème(s) : Situation administrative, Modifications projetées ou apportées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 06/02/2024• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
Prescription contrôlée : <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.</p> <p>En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p>
Constats : <p><u>Rappel des constats de la visite d'inspection du 06/02/2024</u></p> <p>Depuis la précédente visite d'inspection (2015), les modifications suivantes ont été mises en œuvre sans être formellement portées à la connaissance du préfet :</p> <ul style="list-style-type: none">• <u>rubrique 2251</u> : augmentation de la capacité de préparation de vins de 25 000 hl/an autorisé par l'AP du 26 juin 2013 à 30 000 hl/an environ (lors de la récolte 2022, l'exploitant a déclaré avoir produit environ 30 000 hl de moûts de raisins) ;• <u>rubrique 4755</u> : affectation de deux réservoirs en béton existants de 15 m³ chacun présents dans le chai à pineau "B4" au stockage d'eau-de-vie nécessaire au procédé de fabrication des pineaux ;• <u>rubrique 4755</u> : construction d'un local de mise en bouteille comprenant des cuves d'assemblage et de stockage d'eaux-de-vie avant mise en bouteille et une zone de stockage de produits finis. <p><u>Constats de la présente inspection :</u></p> <p>Le dossier de "porter-à-connaissance" attendu en vue de régulariser les modifications apportées aux installations constatées lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 n'a pas encore été transmis par l'exploitant.</p> <p>L'exploitant déclare que la constitution de ce dossier est presque terminée.</p> <p>Concernant les zones et capacités de stockage relevant de la rubrique 4755, l'exploitant a réalisé les nouvelles modifications suivantes afin de rester sous le seuil de 500 m³ et retirer certaines zones du classement 4755 (cf. point de contrôle suivant) :</p> <ul style="list-style-type: none">• arrêt de tout stockage d'eaux-de-vie dans la partie Nord du site (réaffectation des deux réservoirs en béton de 15 m³ susmentionnés ainsi que du tonneau de 40 m³ qui était encore utilisé pour le stockage d'eau-de-vie) ;• dépose de la cuve horizontale de 10 m³ qui était dans le chai de distillation.

<p>L'exploitant annonce par ailleurs les modifications projetées suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> déplacement du procédé de fabrication des pineaux dans le bâtiment "pressoirs" de la partie Sud du site, comprenant notamment l'affectation de 2 cuiviers béton existants au stockage de l'eau-de-vie nécessaire au procédé et leur raccordement au chai de distillation par canalisation ; mise en rétention du bâtiment "produits finis" par l'aménagement d'une canalisation de collecte raccordée à des cuves existantes. <p>L'exploitant précise que ces modifications nécessitent un plan d'investissement conséquent qui sera étalé sur 2 ans.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'exploitant doit adresser à M. le préfet un dossier dit de "porter à connaissance" avec tous les éléments d'appréciation attendus (cf. rapport de la visite d'inspection du 06/02/2024).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 2 : Situation administrative au regard de la rubrique 4755

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article Annexe à l'article R. 511-9</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Rubrique 4755</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4755. Alcools de bouche d'origine agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables.</p> <p>1. La quantité susceptible d'être présente étant supérieure ou égale à 5 000 t : Autorisation</p> <p>2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique (TAV) est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente étant :</p> <p>a) Supérieure ou égale à 500 m³ : Autorisation</p> <p>b) Supérieure ou égale à 50 m³ : Déclaration soumis au contrôle périodique</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Rappel des suites de la visite d'inspection du 06/02/2024 :</u></p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la liste de l'ensemble des récipients susceptible de contenir de l'alcool de bouche de TAV > 40 % vol. avec leurs capacités en m³. La quantité maximale de produits finis (bouteilles de spiritueux > 40 % vol.) susceptible d'être présente est à inclure dans cette liste.</p>

<p>Si la QSP totale est supérieure à 500 m³, l'exploitant devra régulariser sa situation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - soit en déposant un dossier de demande d'autorisation environnementale ; - soit en réduisant sa QSP totale pour la maintenir en dessous du seuil des 500 m³. <p><u>Constats lors de la présente visite d'inspection :</u></p> <p>Suite aux modifications effectuées mentionnées au point de contrôle précédent, l'exploitant déclare un inventaire de récipients relevant actuellement de la rubrique 4755 représentant une capacité totale de 470 m³.</p> <p>Avec les 2 cuiviers béton projetés pour le nouvel atelier de fabrication de pineaux, l'exploitant déclare qu'il disposera d'une capacité totale de récipients "4755" égale à 495 m³.</p> <p>Par ailleurs, l'état des stocks de l'exploitant au 30 septembre 2025 fait état d'un stock d'eau-de-vie total sur le site d'environ 193 m³.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Communication entre la distillerie et le chai de distillation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Effets dominos
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les portes situées entre la distillerie et le chai de distillation sont EI 60 (coupe-feu une heure) et équipées d'un système de fermeture automatique dans l'un des deux bâtiments.</p> <p>De plus, ces portes sont équipées de seuil ou de caniveau ou de tout moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides inflammés ou non entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a aménagé un seuil au niveau de la porte de communication entre la distillerie et le chai de distillation.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.4.1
Thème(s) : Risques accidentels, Pollutions accidentelles
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque récipient contenant de l'alcool de bouche est associé à une cuvette de rétention étanche permettant de récupérer l'ensemble des écoulements provenant du récipient. Cette cuvette a une capacité minimale égale à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 50 % de la capacité maximale de l'ensemble des récipients associés à la cuvette de rétention - 100 % de la capacité du plus grand récipient associé à la cuvette de rétention.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a aménagé une zone de collecte des écoulements accidentels de la distillerie au niveau de la porte extérieure Sud-Ouest et a raccordé cette zone de collecte à la fosse d'extinction et à la rétention déportée du chai de vieillissement d'eau-de-vie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Vérification périodique des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont vérifiées. Les vérifications portent sur l'ensemble des prescriptions du point 6.2.4 ci-dessus et sont effectuées conformément aux dispositions du décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 susvisé. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs aux dites vérifications sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques par des personnes possédant une connaissance approfondie dans le domaine de la prévention des risques dus à l'électricité et des dispositions réglementaires qui y sont afférentes. La personne qui effectue les vérifications mentionne très explicitement les défauts relevés dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de vérification des installations électriques (Apave 10 et 11/06/2025). Il se décompose en plusieurs parties en fonction des parties du site.</p> <p>L'inspection relève en particulier qu'il est fait état de 25 observations dont 24 récurrentes pour la partie du site accueillant les pressoirs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>➔ L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les éléments précisant les modalités de suivi des observations formulées lors des vérifications des installations électriques et justifiant la traçabilité des actions correctives réalisées (copie de l'enregistrement des actions correctives internes, copie des factures des interventions externes).</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Entretien des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/07/2009, article 6.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/02/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande de justificatif à l'exploitant
Prescription contrôlée : Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant a présenté les éléments permettant de montrer que les exutoires font l'objet de vérification et d'entretien périodiques.
Type de suites proposées : Sans suite